

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00176]

**11 MARS 2003. — Circulaire GPI 34
concernant certains congés octroyés en 2003**

A Mme et MM. les Gouverneurs de Province,

A Mme le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mmes et MM. les Bourgmestres,

A Mmes et MM. les Présidents des Collèges de Police,

A Mmes et MM. les Chefs de corps de la police locale,

A M. le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

A M. le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

A M. le Président de la Commission permanente de la police locale.

Mme, M. le Gouverneur,

Mme, M. le Bourgmestre,

Mme, M. le Président,

Mme, M. le Chef de corps,

M. le Commissaire général,

Marquant mon accord avec les propositions et interprétations émises lors des comités de négociation pour les services de police des 16 octobre et 4 décembre 2002, vous trouverez ci-après, pour l'année 2003, les directives concernant les jours fériés réglementaires octroyés par le commissaire général ou par le chef de corps ainsi que les dates auxquelles les jours de congé de substitution doivent être pris (Point 1 de la circulaire).

Par ailleurs, à l'occasion de jours fériés légaux ou réglementaires, il n'est pas rare que des corps/services posent des questions concernant la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel qui travaillent ces jours-là. Cette circulaire vise donc également à rappeler les prescriptions réglementaires d'application en la matière de manière à assurer une gestion uniforme des membres du personnel des services de police (Point 2 de la circulaire).

Enfin, elle communique les directives en matière d'octroi des congés de vacances aux membres du personnel qui effectuent des prestations réduites pour maladie (Point 3 de la circulaire).

1. Calendrier des congés en 2003 :

1.1. Deux jours fériés réglementaires sont octroyés en application de l'article I.I.1^{er}, 19°, PJPOL par le commissaire général ou les autorités qu'il désigne pour la police fédérale, ou par le chef de corps ou l'autorité qu'il désigne pour la police locale.

Le PJPOL sera modifié afin que ces deux jours puissent être ajoutés à la fiche des congés ou bien fixés à deux dates.

Directives pour l'année 2003 :

En ce qui concerne la police fédérale, les deux jours fériés réglementaires octroyés par le commissaire général sont à ajouter, dès le début de l'année 2003, à la fiche des congés.

Ils peuvent être pris dans les mêmes conditions que les congés annuels de vacances.

En ce qui concerne la police locale, le chef de corps a la possibilité de décider, après concertation au sein du comité de concertation de base concerné, que ces deux jours de congé seront ajoutés à la fiche des congés en début d'année ou bien de les fixer à deux dates déterminées.

1.2. Jours de congé de substitution pour les jours fériés légaux et réglementaires qui coïncident avec un samedi ou un dimanche

Pour l'année 2003, les jours de congé de substitution pour le jour férié légal (1^{er} novembre) et les deux jours fériés réglementaires (2 et 15 novembre) qui tombent un jour de week-end, seront pris aux dates suivantes : 2 mai, 30 mai et 10 novembre. Ces jours permettent chaque fois de faire le pont.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00176]

**11 MAART 2003. — Omzendbrief GPI 34
betreffende sommige verloven toegekend in 2003**

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie.

Mevr., Mijnheer de Gouverneur,

Mevr., Mijnheer de Burgemeester,

Mevr., Mijnheer de Voorzitter,

Mevr., Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Gelet op mijn goedkeuring van de tijdens de onderhandelingscomités voor de politiediensten van 16 oktober en 4 december 2002 uitgebrachte voorstellen en interpretaties, vindt u hierna, voor het jaar 2003, de richtlijnen betreffende de reglementaire feestdagen toegestaan door de commissaris-generaal of door de korpschef evenals de data waarop de vervangende verlofdagen dienen genomen te worden (Punt 1 van de omzendbrief).

Met betrekking tot de wettelijke of reglementaire feestdagen, worden door de korpsen/diensten regelmatig vragen gesteld aangaande de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden die op die dagen werken. De omzendbrief beoogt dus eveneens aan de in deze materie van toepassing zijnde reglementaire voorschriften te herinneren om de personeelsleden van de politiediensten terzake een uniform beleid te garanderen (Punt 2 van de omzendbrief).

Ten slotte worden eveneens de richtlijnen vermeld in verband met de toekenning van vakantieverlof aan personeelsleden die verminderde prestaties uitoefenen wegens ziekte (Punt 3 van de omzendbrief).

1. Verlofkalender 2003 :

1.1. Bij toepassing van artikel II.1, 19°, RPPOL worden door de commissaris-generaal of de overheden die hij aanwijst voor de federale politie, of door de korpschef of de overheid die hij aanwijst voor de lokale politie twee reglementaire feestdagen toegekend.

Het RPPOL zal ter zake worden gewijzigd zodat die twee dagen ofwel kunnen worden toegevoegd aan de verlofische ofwel op twee data kunnen worden vastgelegd.

Richtlijnen voor 2003 :

Wat de federale politie betreft, dienen de twee door de commissaris-generaal toegekende reglementaire feestdagen, bij de aanvang van 2003, aan de verlofische te worden toegevoegd.

Ze kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantieverloven.

Wat de lokale politie betreft, heeft de korpschef de keuzemogelijkheid om, na overleg in het betrokken basisoverlegcomité, die twee dagen ofwel bij de aanvang van het jaar toe te voegen aan de verlofische, ofwel op bepaalde data vast te stellen.

1.2. Vervangende verlofdagen voor de wettelijke en reglementaire feestdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag

Voor 2003 worden de vervangende verlofdagen voor de wettelijke feestdag (1 november) en de twee reglementaire feestdagen (2 en 15 november) die tijdens het weekend vallen, vastgelegd op 2 mei, 30 mei en 10 november zodat drie brugdagen worden gecreëerd.

Au cas où ils auraient déjà été fixés à une des dates (voire les deux) à déterminer par eux (voir point 1.1.), les chefs de corps de la police locale peuvent déroger à cette règle.

Remarque :

Le membre du personnel qui travaille à ces dates de substitution :

— obtient en substitution des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances, peu importe le nombre d'heures prestées;

— n'a pas droit à l'allocation pour prestations de service effectuées un jour férié;

— voit ses heures réellement prestées comptabilisées.

2. Prescriptions applicables aux membres du personnel qui travaillent un jour férié légal ou réglementaire

2.1. En matière de congés

2.1.1. Le membre du personnel obtient en substitution un jour de congé qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances (article VIII.III.14 PJPo).

Remarque :

Lorsque le membre du personnel travaille un jour férié légal ou réglementaire qui coïncide avec un samedi ou un dimanche, il ne reçoit pas un jour de congé de substitution supplémentaire. En effet, pour ce jour férié, un jour de congé de substitution a déjà été accordé sur base de l'article VIII.III.13, alinéa 1^{er}, PJPo. (cfr. point 1.2 ci-dessus)

2.1.2. La position administrative du membre du personnel qui est en congé un jour férié pour un autre motif ou qui est en disponibilité ou en non-activité, reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Ainsi, le membre du personnel qui, le jour férié, est en congé de maladie ou en disponibilité pour cause de maladie ou qui, en vertu de son régime de travail ne travaille pas (par exemple semaine volontaire de quatre jours), ne bénéficie pas d'un jour de congé de substitution.

Les jours fériés légaux et réglementaires qui se situent pendant les six semaines (ou huit semaines en cas de naissances multiples) qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement, sont reportés au-delà du congé de maternité postnatal si l'intéressée était effectivement en congé de maternité prénatal.

2.2. En matière d'allocations

A l'exception du membre du personnel visé à l'article XI.III.6, § 1^{er} PJPo, c.-à-d. celui qui perçoit soit le supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, l'allocation de formateur ou le supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction supérieure, si celui-ci prend en compte un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, ou auquel sont imposées des restrictions ou exclusions à l'octroi de l'allocation pour certaines prestations, le membre du personnel a droit à l'allocation pour prestations de service effectuées un jour férié.

2.3. En ce qui concerne la comptabilisation des heures

Les heures réellement prestées sont comptabilisées.

Remarque :

Pour le membre du personnel visé à l'article VI.1, 5^e, AEPo, c.-à-d. qui a été engagé pour exécuter des prestations incomplètes ou qui bénéficie du régime de départ anticipé à mi-temps, du régime de la semaine volontaire de quatre jours ou du congé pour interruption de la carrière professionnelle et qui ne travaille pas, il convient de comptabiliser le nombre d'heures (fictives) qu'il aurait presté en vertu de son régime de travail.

En conséquence, pour un membre du personnel dont l'horaire normal est de 7 h 36 m mais qui travaille à mi-temps à raison de 3 h 48 m par jour, il y a lieu de comptabiliser 3 h 48 m.

Par contre, pour un membre du personnel qui en vertu de son régime de travail, n'aurait pas travaillé ce jour-là, on comptabilisera 0 Hr.

3. Octroi des congés de vacances aux membres du personnel qui effectuent des prestations réduites pour maladie (article VIII.X.12 à 16 PJPo)

Lorsqu'un membre du personnel autorisé à travailler à mi-temps pour raison médicale, demande congé, il convient de décompter un demi-jour de congé par jour d'absence.

Si le membre du personnel effectue des prestations réduites à concurrence de 60 ou 80 %, il doit prendre congé à concurrence de ces 60 ou 80 %, ce qui nécessite une comptabilisation en heures.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Hiervan kan evenwel worden afgeweken door de korpschefs van de lokale politie indien ze reeds één of beide van de door hen vast te stellen reglementaire feestdagen (zie punt 1.1.) op die data zouden hebben vastgelegd.

Opmerking :

Het personeelslid dat op die vervangende data werkt :

— bekommt vervangende verlofdagen die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kunnen worden genomen, ongeacht het aantal gepresteerde uren;

— heeft geen recht op een toelage voor dienstprestaties uitgevoerd op een feestdag;

— ziet zijn reëel gepresteerde uren gecompabiliseerd.

2. Voorschriften van toepassing op de personeelsleden die werken op een wettelijke of reglementaire feestdag

2.1. In verband met de verloven

2.1.1. Het personeelslid bekommt een vervangende verlofdag die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kan worden genomen (artikel VIII.III.14 RPPo).

Opmerking :

Wanneer het personeelslid werkt op een wettelijke of reglementaire feestdag die samenvalt met een zaterdag of zondag, ontvangt hij geen aanvullende vervangende verlofdag. Voor die feestdag werd immers al een vervangende verlofdag toegestaan op basis van artikel VIII.III.13, eerste lid, RPPo. (Cfr. punt 1.2 hierboven)

2.1.2. De administratieve stand van het personeelslid dat op een feestdag voor een andere reden in verlof is of in beschikbaarheid of in non-activiteit is, blijft vastgesteld overeenkomstig de reglementaire voorschriften die op hem van toepassing zijn.

Het personeelslid dat op een feestdag in ziekteverlof is of in beschikbaarheid is wegens ziekte, of krachtens zijn werkregime (vrijwillige vierdagenweek bijvoorbeeld) op die dag geen arbeidsprestaties moet leveren, heeft geen recht op een vervangende verlofdag.

De wettelijke en reglementaire feestdagen die zich situeren gedurende de zes weken (of, in geval van meergeboorte, gedurende de acht weken) die vallen vóór de zevende dag die aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden overgedragen tot na het postnataal verlof indien de betrokkene effectief in prenataal verlof was.

2.2. In verband met de toelagen

Met uitzondering van het in artikel XI.III.6, § 1 RPPo bedoeld personeelslid, namelijk diegene die hetzij de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, hetzij de toelage van opleider of hetzij de weddebijslag voor de uitvoering van een hoger ambt, voor zover deze een weddebijslag dekt voor de uitoefening van een mandaat, ontvangt, of aan wie beperkingen of uitsluitingen voor de toekenning van de toelage voor bepaalde prestaties worden opgelegd, heeft het personeelslid recht op een toelage voor dienstprestaties uitgevoerd op een feestdag.

2.3. Wat de comptabilisering van de uren betreft

De reëel gepresteerde uren worden gecompabiliseerd.

Opmerking :

Voor het in artikel VI.1, 5^e, UBPO bedoeld personeelslid, namelijk diegene die in dienst wordt genomen om onvolledige prestaties te verrichten of die het regime van de haltijdse vervroegde uitreding, het regime van de vrijwillige vierdagenweek of het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan heeft verkregen en die niet werkt, dient men het aantal (fictieve) uren te comptabiliseren die hij zou hebben gepresteerd krachtens zijn arbeidstijdregeling.

Voor een personeelslid van wie het normale uurrooster 7 u. 36 m. is, maar dat halftijds werkt aan 3 u. 48 m. per dag, dient men dus 3 u. 48 m. in te schrijven.

Voor een personeelslid dat krachtens zijn arbeidsstelsel die dag niet zou hebben gewerkt, dient men 0 uren in te schrijven.

3. Toekenning vakantieverlof aan personeelsleden die verminderde prestaties wegens ziekte uitoefenen (artikel VIII.X.12 tot 16 RPPo)

Wanneer een personeelslid dat gewettigd halftijds werkt om medische redenen verlof vraagt, moet er een halve dag verlof per dag afwezigheid in mindering worden gebracht.

Indien het personeelslid verminderde prestaties uitoefent a rato van 60 of 80 %, moet hij verlof nemen a rato van die 60 of 80 %, hetgeen dus een aanrekening in uren noodzaakt.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE